



Mouvements sociaux: dernières salves avant l'été

PROTESTATIONS • Trois manifestations ont été organisées devant le Grand Conseil hier. Pour que, pendant la trêve estivale, on n'oublie pas leurs revendications. Tour d'horizon.

MOHAMED MUSADAK

Les décisions politiques impopulaires, on le sait, sont souvent annoncées juste au début de l'été. Peu avant que la chaleur et les vacances ne plongent la vie de la cité dans une léthargie indolente. Pour que l'inaction estivale ne précipite pas leurs causes dans l'oubli, trois manifestations ont eu lieu hier devant le Grand Conseil. Entre espoir et déceptions, *Le Courrier* a suivi ces rassemblements qui tentent d'interpeller la classe politique à l'occasion de la dernière session du Grand Conseil avant la rentrée.

La plus attendue des manifestations était celle des Transports publics genevois (TPG). Réunis vers 17h sur la Treille dans une ambiance bon enfant, une centaine de collaborateurs de la régie publique, presque exclusivement des hommes, appelaient le Conseil d'Etat à faire des économies «ailleurs que sur leur dos». Sûrs de leur force les salariés des TPG ont prévenu M. Barthassat, conseiller d'Etat en charge des Transports, d'un possible débrayage. Si le magistrat semble prêt à en découdre (lire ci-contre), les syndicats ne sont pas en reste. «Il est exclu que les emplois soient touchés», coupe Valérie Solano, du SEV (syndicat des transports). «Nous avons la capacité de faire un grand mouvement de grève, 80% des salariés des TPG sont syndiqués», avertit-elle. Son syndicat exige un moratoire décisionnel jusqu'à la rentrée.

La baisse de l'aide sociale contestée

Presque au même moment, à la rue de l'Hotel-de-Ville, à un jet de pierre, se tient le rassemblement contre la baisse de l'aide sociale (nos éditions du 14 et du 26 juin). L'ambiance y est plus solennelle, les discours sont graves, la foule plus clairsemée – tout juste une cinquantaine de personnes. Les soutiens politiques, en revanche, sont bien là. Lisa Mazzone, présidente des Verts genevois et Carole-Anne Kast, présidente du Parti socialiste et maire d'Onex, ont notamment fait le déplacement pour marquer leur solidarité avec les usagers de l'Hospice général qui



Une centaine de collaborateurs de TPG, presque exclusivement des hommes, ont appelé le Conseil d'Etat à faire des économies «ailleurs que sur leur dos», MMK

verront leurs allocations baisser de 150 francs. Mais pas uniquement: une motion rédigée par la députée Caroline Marti, demandant au Conseil d'Etat d'empêcher la nouvelle mouture du règlement d'exécution sur l'insertion et l'aide sociale de rentrer en force, va être déposée. Elle ne devrait, par contre, pas être débattue avant le 18 septembre au plus tôt. Le nouveau règlement, lui, entrera en vigueur le 1^{er} septembre.

Résignation

Plus tôt dans la journée, c'était au tour des employés de Parker Hannifin de tenter d'attirer l'attention des autorités genevoises. Rassemblés à l'heure du déjeuner en rangs serrés et ordonnés, les employés avaient fière allure. Drapeaux Unia, mégaphones et slogans combatifs, tout y était... en apparence. L'objectif officiel: interpeller le Conseil d'Etat pour faire office de médiateur et ramener la direction à la table des négociations. Cette dernière a



Le rassemblement contre la baisse de l'aide sociale d'intégration a réuni une cinquantaine de personnes. MMK

refusé d'entrer en matière sur le projet élaboré par les salariés pour éviter la délocalisation. Officieusement, on s'oriente vers une issue moins reluisante. «Nous essayons de gagner du temps pour préparer un plan social qui puisse

convenir à tous», confirme Lamine Bouchakhoukha, président de la commission d'entreprise. Pour lui et ses collègues, les carottes semblent cuites et le cagnard de la trêve estivale n'y changera certainement rien... I

TROIS QUESTIONS A...

Luc Barthassat



Conseiller d'Etat chargé de l'Environnement, des transports et de l'agriculture.

1. Les employés des TPG semblent prêts à aller jusqu'à la grève afin d'éviter la diminution du budget. Un bras de fer qui s'annonce?

Pas de bras de fer ni de fléchissement de la part du Conseil d'Etat. Nous réfléchissons à tous les scénarios pour trouver des pistes d'économies, comme de ne pas remplacer les départs à la retraite durant les quatre prochaines années. Certains demandent un crédit exceptionnel pour combler les 16 millions de francs qui manquent. Cependant, au regard des caisses de l'Etat, nous ne parviendrons pas à trouver la totalité de cette somme. De mon côté, je fais tout mon possible pour surtout éviter les licenciements.

2. Les citoyens ont pourtant voté pour la baisse des tarifs, pas pour une diminution des prestations...

Les citoyens se sont prononcés en toute connaissance de cause, vu que nous avons répété durant toute la campagne que cette baisse impliquait un manque à gagner important. Une partie de la gauche a fait la sourde oreille... Toutefois, les votants doivent désormais prendre leurs responsabilités: on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. Je m'impliquerai pour limiter la casse.

3. Comment concilier une politique des transports collectifs forte, avec une diminution du budget?

Les investissements prévus, notamment le prolongement des lignes de trams, ne sont pas touchés. Nous continuerons à inciter les gens à emprunter le plus tôt possible les transports publics. Les économies doivent être trouvées en ménageant au maximum les prestations et le personnel. Nous pouvons par exemple diminuer les fréquences lors des heures creuses ou le week-end. Par contre, de mon point de vue, il n'y a pas lieu de toucher à l'offre durant les heures de pointe.

PROPOS RECUEILLIS PAR ELE

EN BREF

NEUCHÂTEL INNOVE AVEC UN PRIX DE LA CITOYENNETÉ

VIVRE ENSEMBLE Première en Suisse, la Ville de Neuchâtel veut récompenser «les héros du quotidien». Elle lance le Prix de la citoyenneté dont le but est de valoriser l'engagement citoyen. Cette «action phare» du programme de législature 2014-2017 des autorités communales vise à renforcer la cohésion sociale et à valoriser «l'art du vivre ensemble». «Il veut récompenser les actions spontanées, les actes d'entraide, de solidarité ou de dignité humaine», a expliqué le directeur de la Culture, Thomas Facchinetti. Ce prix destiné à Monsieur et Madame Tout-le-Monde sera remis pour la première fois en octobre, avec à la clé un montant de 5000 francs et un trophée réalisé par l'Académie de Meuron. Les candidatures peuvent être envoyées jusqu'au 19 septembre. Plus d'information: www.neuchatelville.ch/prix-citoyennete CGM

L'UDC désigne Raymond Clottu pour succéder à Yvan Perrin

NEUCHÂTEL • Raymond Clottu est candidat au Conseil d'Etat, Jean-Charles Legrix mord la poussière.

L'UDC neuchâteloise a désigné mercredi soir son candidat pour tenter de conserver le siège d'Yvan Perrin au Conseil d'Etat.

Sans surprise, l'assemblée générale a désigné, par 45 voix sur 74, le conseiller national Raymond Clottu. Le conseiller communal chaux-de-fonnier Jean-Charles Legrix a quant à lui recueilli 25 suffrages, et quatre personnes ont voté blanc.

En cas d'élection, Raymond Clottu n'a pas encore décidé s'il remettra, ou non, son mandat à Berne, qu'il assume depuis septembre 2013. «Tout est ouvert. J'en discuterai avec mon parti le moment venu.» S'il reconnaît que la charge de conseiller d'Etat est lourde, il précise qu'il dispose d'un conseiller parlementaire en la personne de l'ancien député UDC Blaise Courvoisier, qui étudie et prépare pour lui les dossiers débattus au sein de la commission santé, dont il est membre. «Cela constitue une charge importante en moins», note-t-il, tout en précisant que le parti dispose de «viennent-ensuite compétents pour le remplacer». Il s'agit

de Daniel Haldimann et Niels Rosselet (25 ans), qui ne sont élus dans aucun législatif.

Face au PLR Laurent Favre, il estime qu'il a de «bonnes chances d'être élu, même si ce ne sera pas facile». Quant au fait que le PLR revendique le siège UDC: «C'est à la population que reviendra le dernier mot. Je suis favorable à une élection complémentaire et à conserver une droite unie», explique-t-il.

S'il est élu ministre, il affirme qu'il respectera la collégialité et défendra, au sein du Département du développement territorial et de l'environnement (DDTE) qui lui reviendra, le nouveau projet de Transrun qu'il avait pourtant farouchement combattu lors de la votation de septembre 2012. Au Grand Conseil, il s'était illustré par ses positions anti-establishment récurrentes: «Autre costume, autre casquette. J'étais dans mon rôle de député qui n'est pas dire oui amen à tout ce que fait le Conseil d'Etat. J'ai l'habitude de la collégialité, que je pratique quotidiennement au sein du conseil d'administration de ma PME.» CLAUDE GRIMM

Le chef controversé de la psychiatrie cède sa place

HÔPITAL • Le professeur Panteleimon Giannakopoulos laissera son poste à la fin de l'année. «Mon mandat arrive à terme», dit-il. Une sortie élégante?

Après dix ans à la tête du département de santé mentale et de psychiatrie de l'hôpital cantonal, le professeur Panteleimon Giannakopoulos va céder sa place, dès le 1^{er} janvier 2015, à Jean-Michel Aubry, actuel chef du service de spécialité psychiatrique. M. Giannakopoulos restera dans la maison et dirigera le service de psychiatrie générale. L'intéressé assure que ce changement n'a rien à voir avec le climat «dictatorial» qu'avait dénoncé des médecins démissionnaires du département, qui mettaient en cause la personnalité de M. Giannakopoulos. Pour rappel, *Le Courrier* avait révélé qu'un psychiatre de 37 ans avait mis fin à ses jours en mai 2013, laissant une lettre détaillant des conditions de travail particulièrement difficiles au sein du département.

«Le règlement permet de rester chef de département seulement huit ans, j'ai déjà dérogé de deux ans, nous expliquent l'intéressé, joint par téléphone à l'étranger. Dans les années à venir, toute une série de chefs de départe-

ment vont terminer leur mandat, je suis le plus ancien.»

«Je salue que cette règle soit, pour une fois, appliquée, ironise David Andenmatten, représentant du Syndicat des services publics à l'hôpital. Je pense que c'est une façon élégante de quitter le poste. C'est un soulagement, j'espère maintenant que son successeur ne sera pas quelqu'un d'autoritaire.»

M. Giannakopoulos, lui, se dit fier du travail accompli en dix ans, en particulier la diminution du nombre de lits en parallèle de l'augmentation des traitements ambulatoires, afin de permettre aux patients d'être traités au plus près de leur environnement. Le tout dans un contexte de restriction budgétaire important.

A noter qu'il y a près d'une semaine, on apprenait la démission du chef du service d'ophtalmologie pour «divergences de vues», selon les HUG, un service où de graves dysfonctionnements étaient dénoncés depuis plusieurs mois. RA